

PRIMATURE

**AUTORITE DE REGULATION
DES MARCHES PUBLICS ET DES
DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC**

COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

DECISION N°13-009 /ARMDS-CRD-FD DU 17 DECEMBRE 2013

LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS

Composé de :

- Monsieur Amadou SANTARA, Président ;
- Monsieur Aboubacar A. TOURE, Membre représentant l'Administration ;
- Monsieur Gaoussou Abdoul Gadre KONATE, Membre représentant le Secteur Privé, Rapporteur ;
- Madame Yéro DIALLO, Membre représentant la Société Civile

Assisté de Messieurs Dian SIDIBE, Chargé de mission au Département Réglementation et Affaires Juridiques et Issoufou JABBOUR, Assistant au Département Réglementation et Affaires Juridiques ;

- Vu la Loi n°08-023 du 23 juillet 2008 modifiée, relative à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public ;
- Vu le Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008 modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- Vu le Décret n°08-482/P-RM du 11 août 2008 modifié, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public ;
- Vu le Décret N°09-160/PRM du 15 avril 2009 portant nomination des membres de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public ;
- Vu le Décret N°2013-168/P-RM du 21 février 2013 portant renouvellement du mandat de certains membres du Conseil de Régulation dont le Président ;
- Vu le Décret N°2013-520/P-RM du 21 juin 2013 portant renouvellement du mandat de certains membres du Conseil de Régulation ;
- Vu le Décret N°2013-518/P-RM du 21 juin 2013 portant nomination d'un membre du Conseil de Régulation ;
- Vu l'Acte d'Huissier en date du 17 avril 2013 constatant l'élection du Président de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public ;

- Vu la Décision N°10-001/ARMDS-CR du 3 mars 2010 portant adoption du règlement intérieur de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public ;
- Vu la Décision N°10-002/ARMDS-CR du 3 mars 2010 portant modalités de fonctionnement du Comité de Règlement des Différends de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et des Délégations de Service Public ;
- Vu la représentation de l'Entreprise BECM CG par Monsieur Abdoulaye Nama OUTTARA, Directeur technique et Madame KEITA Diahara TOURE Directrice financière à la séance d'audition de la mission d'enquête du 6 décembre 2013 sur la production par ladite Entreprise de chiffres d'affaires différents de ceux déclarés aux impôts dans le cadre de l'Appel d'offres relatif aux travaux de voirie et de drainage de la Rue 525 (Montana) en Commune I du District de Bamako;

STATUANT EN FORMATION DISCIPLINAIRE

DECIDE :

1. Constate que l'Entreprise BECM CG a commis une faute passible de sanction aux termes de l'article 119 du Décret n° 08-485/P RM du 11 août 2008 en produisant dans son offre des chiffres d'affaires différents de ceux déclarés aux impôts dans le cadre de l'Appel d'offres relatif aux travaux de voirie et de drainage de la Rue 525 (Montana) en Commune I du District de Bamako;
2. Dit que l'Entreprise BECM CG est exclu du droit à concourir aux appels d'offres, seule ou en association, pour l'obtention de marchés publics ou de délégations de service public lancés au Mali pour une période d'un (1) mois ;
3. Dit que la présente décision prend effet à compter de sa notification à l'Entreprise BECM CG. ;
4. Dit que le Secrétaire Exécutif est chargé de notifier à l'Entreprise BECM CG, au Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique et à la Direction Générale des Marchés Publics et des Délégations de Service Public, la présente décision qui sera publiée.

Bamako, le 17 décembre 2013

Le Président,